

Dossier

La relation entre l'emploi et la formation recherche, régulation, pratique

• **Maïten Bel** *

*Economiste, Ingénieur d'Etudes CNRS
Institut d'Economie Publique*

L'articulation entre l'emploi et la formation est porteuse d'enjeux importants dans les sociétés dominées par le salariat. Pour les individus, la formation est un déterminant majeur de l'emploi et de la place occupée

dans la société. Cette dimension soulève alors tous les problèmes d'équité et de justice dans la mise en œuvre des politiques publiques en la matière. Pour les entreprises, l'appareil de formation doit contribuer de façon de plus en plus importante à la production des compétences dont elles ont besoin. Cette dimension pose alors la question des modalités selon lesquelles circule l'information entre systèmes productif et éducatif. Elle soulève aussi la question du partage du coût de la formation entre l'Etat, les entreprises et les individus.

La prise en compte de ces différents aspects de la relation entre l'emploi et la formation, la conduite des politiques publiques en la matière ont évolué au cours du temps en fonction du contexte socioéconomique et des choix politiques réalisés. Depuis le milieu des années 70, la montée du chômage, et notamment du chômage des jeunes, a conduit à remettre en cause la planification centralisée de l'appareil de formation initiale, fondée sur l'hypothèse d'une correspondance bi-univoque entre les formations et les emplois. L'approche prospective mobilisée, fondée sur des hypothèses d'évolution de la production et des emplois permettait

Cet ensemble de contributions centré sur la relation entre emploi et la diversité de ses modes d'approche. Sans prétendre être exhaustif sur la question, il propose des analyses de chercheurs sur l'évolution du travail et de l'emploi dans ses relations avec les compétences mobilisées et sur les effets des politiques publiques de l'emploi et de la formation. Il associe à ces contributions la présentation d'outils et méthodes pour conduire ces politiques.

de guider les cartes des formations à mettre en place. L'incertitude croissante sur les évolutions prévisibles de l'appareil de production, la transformation de sa structure même traduite par le développement des emplois tertiaires, le chômage croissant mettent en lumière les désajustements de ces deux variables et conduisent à l'abandon de cette hypothèse d'adéquation et à celui de la méthode qui l'accompagne. Pour comprendre comment s'articulent emploi et formation, pour guider l'action publique notamment en matière de politique à l'égard de la formation, il convient d'intégrer les stratégies d'acteurs: parcours professionnels, stratégies des personnes vis à vis de l'appareil de formation, politiques d'entreprises en matière de gestion et recrutement de la main d'œuvre. Cette évolution de la conception des relations entre travail, emploi et formation est à rapprocher des transformations de l'action publique: transfert d'une partie notable des compétences en matière de politique de formation aux régions, effort massif en direction d'une élévation du niveau de formation des jeunes, évolutions dans les modalités de construction des diplômes, développement d'un appareil complexe d'aide à l'insertion dans

* *Groupe de Recherche en Economie Quantitative d'Aix-Marseille
UMR CNRS 6579 Centre de la Vieille Charité, 2 Rue de la Charité, 13002 Marseille
bel@ehess.cnrs-mrs.fr*

l'emploi. Ces changements se sont accompagnés d'une multiplication des acteurs intervenant dans le « pilotage » de l'appareil de formation, faisant apparaître les problèmes que pose leur coordination. Ils ont également conduit à la création de nouveaux outils ou à l'amélioration de ceux déjà existants afin de mieux appréhender les éléments de connaissance de cette relation, tant au niveau national que régional ou local. Les articles présentés ici sont un reflet des interrogations contemporaines sur l'impact des politiques menées, les nouvelles orientations qu'il conviendrait d'impulser et l'amélioration des outils à conduire. Ils associent des contributions de différente nature: textes de recherche mais aussi présentation de méthode mobilisée dans la conduite de la politique de construction de la carte scolaire académique.

Dans son article sur les politiques d'éducation professionnelle des jeunes, Eric Verdier s'interroge sur la nature et le sens des interactions entre les choix des politiques publiques tant en matière d'éducation-formation que d'insertion-emploi des jeunes et les comportements d'acteurs individuels, les jeunes et les entreprises. L'effort significatif en faveur de la formation et de l'accompagnement de l'insertion depuis le début des années quatre-vingt a été conçu comme une réponse au chômage juvénile croissant. Mais la réponse des jeunes et des entreprises a, de fait ravivé la compétition interindividuelle des jeunes pour l'accès aux emplois. Priorité est donnée, par les uns et les autres, au niveau d'études, accentuant ainsi le dualisme contre lequel ces politiques publiques entendaient lutter dans un souci d'équité. La capacité des politiques publiques à contrecarrer cette sélectivité s'en trouve ainsi limitée, à moins que l'amélioration de la situation du travail ne permette de relâcher ces tensions.

Hugues Bertrand présente les enjeux économiques et sociaux de la formation continue dans une période où l'emploi et le travail connaissent d'importantes transformations. Dans un contexte d'incertitude sur l'avenir dans lequel les entreprises fonctionnent, le travail s'oriente vers une organisation plus collective dans la recherche de la performance. On attend un nouveau comportement de la part des salariés. Il convient alors de repenser l'accompagnement de l'évolution de leurs compétences, à la fois par des organisations du travail « apprenantes » et par la formation continue. Mais un chantier est également ouvert du côté de la reconnaissance de ces compétences, leur validation et leur

certification. Cette analyse des évolutions ouvre le débat social sur ces grandes questions dont on peut regretter qu'elles soient si peu discutées et l'issue si incertaine.

Jacques De Bandt prend comme point de départ de sa réflexion le constat d'un déséquilibre croissant entre les qualifications détenues par les salariés ou les personnes en recherche d'emploi et les compétences attendues par les entreprises. Ces compétences ne sont plus simplement d'ordre disciplinaire et technique mais concernent également des capacités en matière de communication et de manière à participer à un apprentissage organisationnel. Ce désajustement se traduit par un manque d'efficacité dans les activités. Pour corriger ce désajustement entre besoins et formations, la solution n'est pas à chercher du côté d'une amélioration des mécanismes de marché mais plutôt du côté d'une « coordination négociée » entre les acteurs des politiques d'emploi et de formation.

L'abandon des méthodes de planification, le transfert aux régions de responsabilités accrues en matière de coordination et de gestion de l'appareil de formation invite à développer de nouvelles méthodes et à faire évoluer les outils de connaissance afin de mieux répondre aux besoins de régulation de la relation entre la formation et l'emploi.

Alain Frickey et Jean Luc Primon plaident pour un renouvellement des outils d'analyse qui permettent de mieux éclairer la décision publique. Ils analysent le résultat d'enquêtes dites de cheminement, enquêtes qui suivent le parcours des jeunes au cours des cinq années qui suivent leur sortie de l'enseignement supérieur. Ces enquêtes doivent maintenant être conduites et analysées à l'échelon d'une région. La dimension territoriale de l'analyse de l'insertion par de telles enquêtes met en évidence l'influence des caractéristiques locales du marché du travail dans l'insertion des jeunes sortants de l'enseignement supérieur qui, majoritairement sont recrutés dans la région où ils se sont formés. Un tel outil devrait aider à la prise de décision en matière d'évolution de la carte de l'enseignement supérieur.

Ce dossier est loin de présenter une synthèse de la question. En particulier, il faut souligner l'absence d'approche plus psychologique permettant de mieux comprendre les comportements individuels dans les itinéraires. Il a cependant le mérite de permettre une première approche de ce qui aujourd'hui constitue un enjeu pour les acteurs des politiques d'emploi et de formation. ■